

LE SPORT



Encore trois minutes de trop...

Au tour des Islanders de liquider les Nordiques en trois minutes, en période initiale. La brigade défensive est largement à blâmer pour ce revers. **S-6**

LE MONDE



Massacre dans une église au Liban

Des prêtres examinent les dégâts dans l'église Notre-Dame-de-la-Délivrance, à Beyrouth, où une explosion a tué 10 fidèles attendant la communion. **A-3**

LE QUÉBEC



Dernier départ du terminus de Voyageur

L'autocar d'Orléans Express parti à 1 h ce matin vers Gaspé et Percé est le dernier à partir du vieux terminus Voyageur du boulevard Charest. **A-3**

L'INDEX

Annonces classées	C-4 à C-8
Arts	B-6 et B-7
Automobile	C-1 à C-3
Bridge	C-9
Décès	C-8 et C-9
Éditorial	A-8
Horoscope	C-8
Louis-Guy Lemieux	B-2
Le Monde	A-5
Où aller à Québec	B-6
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	B-4

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-13
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Ensoleillé, venteux et froid, maximum -10, minimum -19. **S-16**



C'est avec fierté que la double médaillée d'or Myriam Bédard a porté le drapeau du Canada, au premier rang des athlètes qui sont entrés hier dans le stade Lysgarsbakken pour la cérémonie de clôture des XVII^e Jeux d'hiver de Lillehammer.

9 médailles au cou des Québécois

La nuit est tombée sur la Norvège et les XVII^es Jeux olympiques d'hiver. Le soleil se relèvera en 1998 à Nagano, au Japon. D'ici là, on aura eu le temps de savourer de très beaux souvenirs.

Carl TARDIF
envoyé spécial
LE SOLEIL



à Lillehammer

Des JO de Lillehammer, l'Histoire retiendra le brio des athlètes du Québec, qui ont mis la main sur neuf des 13 médailles du Canada, sa meilleure récolte à des Jeux d'hiver.

On se souviendra des deux médailles d'or de Myriam Bédard, une athlète de la région de Québec, qui a fait la barbe à toutes les Européennes dans le 15 km et le 7,5 km de biathlon. Myriam a plus que gagné l'or à Lillehammer, elle a aussi gagné notre admiration.

On se souviendra aussi de Jean-Luc Brassard, le premier à voir l'or pendre à son cou. Héros d'un sport spectaculaire, le skieur artistique de Valleyfield a charmé tout le Québec par sa gentillesse, sa bonne humeur, sa simplicité. Il est le genre de fils que toute mère rêve d'avoir...

On se souviendra de la médaille d'argent de Philippe La Roche et de celle de bronze de Lloyd Langlois en saut acrobatique. C'était la première fois qu'un duo québécois grimpeait sur le même podium. Un moment historique que La Roche et Langlois étaient destinés à écrire.

On se souviendra que Nathalie Lambert était folle de joie en remportant sa médaille d'argent en patinage de vitesse sur courte piste, un sport dont l'image a été quelque peu ternie par des courses aux allures de « roller derby ». « On pratique un beau sport, ne le dévalorisez pas trop, s.v.p. », nous demandait-elle après sa deuxième place. Elle a aussi gagné l'argent au relais.

On se souviendra que l'équipe de hockey a causé une certaine

surprise en participant à la finale. Il faudra toutefois attendre encore quatre ans (ça fera 46 ans) avant de monter sur la plus haute marche.

Mais on se souviendra surtout de l'accueil des Norvégiens. Rien n'a cloché depuis la toute première journée des Jeux. Même les sourires sont encore présents sur les visages de ces gens sympathiques, qui encouragent les athlètes peu importe leurs origines. Avec leurs cris et leurs petits drapeaux rouges et bleus, les Norvégiens affichent clairement leur amour du sport et de l'hiver. Et que dire de leurs athlètes, qui ont fait une razza dans la plupart des disciplines.

Quand Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, affirme que les Jeux ont été formidables, croyez-le. On dit que les Jeux de Lillehammer ont été les mieux organisés de l'Histoire.

En 1998, cap sur le Japon... en attendant 2002.

- ☐ Le Canada battu par Peter Forsberg
- ☐ Myriam à Québec demain soir

pages S-2 à S-5

Le départ préférable à la double vie

QUÉBEC — Quitter la vie de prêtre et de religieuse pour entreprendre un projet de mariage demande d'être clair dans ses choix et son cheminement afin ne pas être angoissé dans une double vie, ni par le nouvel engagement ni par les questions de l'entourage.

PREMIER DE 3

par YVES THERRIEN
LE SOLEIL

Pour un couple que LE SOLEIL a rencontré et qui préfère garder l'anonymat, le passage s'est fait sans rancœur ou ressentiment. Pour Marc (nom fictif), le choix de la vie religieuse et de célibataire n'apparaissait plus comme le seul moyen de réalisation.

« Je n'étais plus certain de pouvoir demeurer fidèle à mes engagements, avoue-t-il. Je ne pouvais non plus envisager de mener une double vie. Cependant, la perspective d'un projet de vie conjugale m'apparaissait des plus intéressantes. La balance penchait da-



Pour ceux qui songent à abandonner les ordres pour le mariage, faire un choix clair, ce n'est pas facile.

vantage vers cette nouvelle orientation de ma vie, de la même manière que l'on peut entrevoir un changement de carrière.

Marc n'avait pas perdu confiance en l'Église, encore moins perdu la foi, deux dimensions qui sont toujours aussi importantes dans sa vie quelques années plus tard.

gieuse comme une rupture, comme un divorce. J'ai quand même pris une nouvelle décision d'adulte en quittant les ordres. Ce n'était pas un coup de tête.

Marc connaît des prêtres qui n'ont pas fait le même choix, qui ont vécu ou vivent encore une double vie. Il s'agit pour lui de situations affligeantes, non seulement pour le clergé, mais pour les fidèles aussi.

Son épouse Denise (nom fictif) était religieuse depuis une dizaine d'années. Elle se rappelle qu'à 16 ans, son choix s'était porté sur une communauté religieuse. Le seul moyen à l'époque pour accéder à l'enseignement était de devenir une « soeur ». Plus tard, elle s'est demandée si elle avait vraiment la vocation et même si elle avait une âme « religieuse ».

Avant même de rencontrer son futur mari, elle avait songé à quitter la communauté. Elle n'est pas partie par vengeance, mais parce que le projet de vie à deux lui semblait le vrai choix, celui où elle trouverait la plus grande satisfaction. Projet qui s'est fait aussi



dans la foi et sans quitter l'Église pour autant.

« Faire un choix clair, affirme-t-elle, ce n'est pas facile. Il faut y réfléchir pour prendre la bonne décision. Cependant, j'étais incapable de penser mener une double vie. Ceux qui le font trompent les gens et se mentent à eux-mêmes. » Pour tous deux, qu'un prêtre ait une aventure mérite la miséricorde, mais qu'il ait plusieurs aventures, une maîtresse ou un amant sont des situations incompréhensibles qui n'ont aucun sens et encore moins de justification.

Autre texte en page B-8



TARIFS SUPER ECO
SEULEMENT 20 SIÈGES PAR DÉPART VENDUS À CE PRIX-LÀ

QUÉBEC → FORT LAUDERDALE
*** 299\$**
TAXES ET SERVICE BOS INCLUS * + \$10 NOUVELLE TAXE U.S.A.

DORVAL → ORLANDO
SAM.-SAM.
\$299 + 10\$
DORVAL → FORT LAUDERDALE
LUN.-LUN.
\$229 + 10\$

CONDITIONS D'APPLICATION
• Applicable pour des séjours fixes de 1 ou 2 semaines (ex. : lundi à lundi)
• Valable pour les départs entre le 06 fév et le 30 avril 1994
• Non applicable pour certains départs à confirmer au moment de la réservation
• Places à ce prix limitées à 20 sièges par départ
• Pour obtenir ces prix vous devez réserver et payer avant le 12 mars 1994
• Pour les autres combinaisons de séjours (ex. 3 semaines), les prix réguliers sont applicables (Cahier #5).



Informez-vous sur les abonnements
AIRPASS 6 et AIRPASS 20

* Prix les plus bas du programme - sujets à certaines restrictions. → Pour obtenir ces prix, vous devez réserver et payer avant le 12 mars 1994. POUR VOYAGER AVEC EXPRESS USA IL FAUT ÊTRE MEMBRE INSCRIT. Consultez votre agent de voyages

FAITS DIVERS



« On en voit de toutes les couleurs », a déclaré Chantal Rhéaume, sauveteur au Peps, rencontrée à la piscine de l'université.

L'université Laval riposte aux voyeurs à la piscine du Peps

SAINTÉ-FOY — L'université Laval et la police de Sainte-Foy passent à l'attaque contre les voyeurs et exhibitionnistes qui sévissent à la piscine du Peps.

par MARCO FORTIER
LE SOLEIL

Des agents en civil patrouillent depuis peu dans les vestiaires, à la piscine et dans les gradins dans

l'espoir d'arrêter des hommes qui iraient jusqu'à se masturber devant tout le monde en regardant les baigneurs, a révélé hier Télévision Quatre Saisons. Une cinquantaine de suspects auraient

été interrogés.

« On en voit de toutes les couleurs », a dit Chantal Rhéaume, sauveteur au Peps, rencontrée hier soir par LE SOLEIL à la piscine de l'université.

La jeune femme travaille au Peps depuis deux ans. Comme la plupart des sauveteurs, elle a été témoin d'incidents troublants.

Sous le paletot

Ainsi, un peu avant le temps des Fêtes, un homme d'une quarantaine d'années regardait les baigneurs par les grands hublots qui surplombent la piscine. Il avait un long paletot. Chantal l'avait remarqué. Il avait l'air bizarre.

« Tout à coup, il a ouvert son manteau. Il était nu. Quand il s'est rendu compte qu'on l'avait vu, il s'est sauvé en courant », raconte-t-elle.

Une autre fois, Chantal Rhéaume a surpris un homme en train de se masturber dans les gradins. Elle était sur le « pont » qui traverse la piscine. L'homme est parti avant l'arrivée des agents de sécurité.

Photos sous-marines

Carmen Moulin, elle aussi sauveteur à la piscine du Peps, a déjà fait arrêter deux jeunes hommes qui prenaient des photos sous l'eau. Sans aucune discrétion, ils s'approchaient des femmes et les photographiaient avec une caméra qui fonctionnait dans l'eau. C'était au début de l'hiver.

À la même époque, Carmen affirme qu'une adolescente s'est plaint d'être suivie sous l'eau par un homme d'une cinquantaine d'années. L'homme portait des lunettes « panoramiques », spécialement conçues pour la plongée.

Les sauveteurs interrogés hier disent voir souvent des baigneurs qui nagent au fond de l'eau... la face en haut.

« Le voyeurisme à la piscine, ça existe depuis des années et des années », dit le responsable des activités récréatives au PEPS, Régis Dumont. Ce dernier œuvre au Peps depuis 18 ans et ne s'étonne plus des plaintes de voyeurisme.

« Il est évident que c'est des choses qui peuvent arriver près d'une piscine », souligne le surintendant au Peps, Monique Parent.

Un rapport du Service de sécurité et de prévention de l'université rendu public au début de février indiquait qu'une vingtaine de personnes ont été arrêtées pour des délits sexuels sur le campus, du 1er juin 1992 au 30 mai 1993. Un groupe d'homosexuels avaient notamment été surpris dans les toilettes d'un pavillon.

Le vol reste cependant le crime le plus fréquent sur le campus : 871 vols avaient été commis dans la période d'un an couverte par le document.

Des étudiants ont créé récemment une brigade « d'anges-gardiens » chargés de raccompagner les gens qui ont peur de circuler seuls sur le campus.



Les flammes ont fait rage durant plusieurs heures, à la suite du déraillement des wagons citernes.

Plus de 1500 personnes évacuées à la suite d'un déraillement

BURLINGTON, Dakota Sud (AFP) — Plus de 1500 habitants de Burlington, ont été évacués hier, à la suite du déraillement d'un train et de l'explosion d'un wagon citerne qui a fait deux blessés, un père et son fils, ont annoncé les autorités.

Vingt-six voitures du train de 59 wagons du Canadian Pacific Railroad ont déraillé, vers 6h15, hier matin, a indiqué un porte-parole de la compagnie, John Bergene.

Selon le capitaine adjoint des pompiers, Ray Lambert, l'un des wagons transportait vraisemblablement du propane, a explosé.

Un adolescent de 16 ans a été grièvement brûlé alors qu'il sortait de sa maison, à proximité de la voie de chemin de fer.

Les pompiers tentaient d'empêcher le sinistre de se propager à une voiture-citerne contenant des résidus de toluène, un solvant inflammable.

La citerne est « pour ainsi dire vide », a souligné M. Lambert, mais « il subsiste toujours des résidus chimiques qui peuvent présenter un danger ».

Le train reliait Portal (Dakota du nord) près de la frontière canadienne à Minneapolis (Minnesota).

Neuf morts dans les accidents

MONTREAL (PC) — Au moins neuf personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec, au cours de la fin de semaine, dont quatre à la suite d'un seul face-à-face, survenu samedi à Saint-André-d'Acton.

Denis Gagnon, 38 ans, de Saint-Lin, a succombé dans un face-à-face qui s'est produit hier vers 14h20 sur la route 25, en direction nord, à la hauteur de Saint-Roch-de-l'Achigan.

Jean Hémond, 44 ans, de Sainte-Rose de Laval, est mort dans un carambolage impliquant 12 véhicules survenu hier peu après midi sur la route 15, à la hauteur de Napierville.

Le conducteur de Saint-Nicolas heurté par une voiture après avoir été éjecté de sa camionnette lors d'une embardée, vendredi soir à Québec, a succombé à ses blessures dans la nuit d'hier. Dans un état critique, Mario Leclerc, 29 ans, avait été transporté par ambulance vers un centre hospitalier de Québec.

Un homme de 44 ans est mort dans la nuit d'hier après avoir été happé par une automobile sur la rue Sherbrooke Ouest, à Montréal. Le piéton serait passé entre deux véhicules en voulant traverser la rue.

Une femme de 39 ans a succombé à ses brûlures, samedi vers 19h30, à l'unité des grands brûlés de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

Enfin, un face-à-face survenu samedi midi a fait quatre victimes sur la route 116 à Saint-André-d'Acton, près d'Acton Vale. Nicolas Fournier, 47 ans, de Granby, décédé au cours de la nuit de samedi à hier, aurait perdu la maîtrise de son véhicule dans une courbe avant de heurter de plein fouet une voiture venant en sens inverse. Gilles McDuff, 33 ans, France Lamarche, 34 ans, et Kim Beauchemin, six ans, tous trois de Roxton Falls, sont décédés dans l'accident.

une offre exceptionnelle



SERVIETTE RAYÉE 32 x 66

9.99

format géant

des serviettes pur coton de superbe qualité à un prix imbattable! 5 magnifiques rayures sur fond blanc. choix de lilas, rose, pêche, bleu azur, vert caraïbe. coloris unis en format 34 x 70 au même prix spécial. profitez-en!

valeur exceptionnelle



COUSSIN IMPRIMÉ

9.99

format carré 17 x 17

faites votre choix parmi une collection de 6 motifs modernes ou floraux imprimés sur tissu glacé de belle qualité. un accessoire parfait pour toutes les pièces de la maison!

épargnez jusqu'à 50 %



NAPPE IMPRIMÉ FLEURS

19.99

52 x 70 rég. 40.00

trois motifs de fleurs aux accents d'été pastel ou foncés s'harmonisant à tous les décors. des nappes idéales pour la table de la salle à manger ou du patio. 60 x 84/29.95, 60 x 102/39.95, 60 x 120/49.95, 70" rd. 29.95, napperon 4.99, serviette 2.99

la maison
simons
PLACE STÉ-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

6/49
1-11-26-28-30-31
(complémentaire)
10

Sélect 42
5-16-23-31-37-40
(complémentaire)
36

mise-tôt
3-9-10-20
EXTRA
754017

LA QUOTIDIENNE
tirage du 27-02-94
5-6-9
1-9-4-5

LA TROIS

LE SOLEIL

Israël intervient contre les colons extrémistes

Explosion dans une église au Liban: 10 morts

BEYROUTH (Reuter, NYTNS, AFP, AP) — Deux bombes ont explosé, hier, Liban, en plein coeur du pays chrétien, faisant au moins 10 morts et 60 blessés parmi les fidèles assistant à la messe. Ces attentats n'avaient pas été revendiqués au moment de mettre sous presse.

Les engins, réalisés à l'aide d'obus de mortier de 82 mm, avaient été déposés sous l'autel de l'église maronite de Saidet el Nadjat, dans la région de Zouk, à 12 km au nord de Beyrouth. La déflagration a eu lieu peu après 9 h 00 (heure locale).

Cet attentat intervenait 48 heures après le massacre du Caveau des Patriarches de la mosquée d'Hébron, commis par un colon juif qui a abattu 43 palestiniens et en a blessé des dizaines d'autres.

Le premier ministre libanais, Rafik Hariri, un Musulman, s'est rendu sur les lieux de l'attentat et a affirmé qu'il avait été perpétré « par des mains étrangères », des agents libanais oeuvrant pour l'Etat israélien, afin de « couvrir » le massacre de Hébron. Le ministre des Affaires étrangères Faris Bouez, un Maronite, a tenu des propos similaires.

Le président de la commission des affaires de défense du parlement libanais, Sami Khatib, a été plus direct: « Les noirs mains israéliennes ont perpétré le crime », a-t-il dit.

Rafik Hariri a estimé pour sa part que l'attentat avait été perpétré un dimanche dans une église pour donner la fausse impression que dans cette région, les Juifs tuent des Musulmans et les Musulmans tuent des Chrétiens.

Le Liban a déclaré lundi jour de deuil national.

Israël sévit

Tentant d'apaiser la colère des Palestiniens, deux jours après le massacre de la mosquée d'Hébron, le gouvernement israélien a, entre-temps, pris des mesures contre les colons juifs extrémistes et annoncé, hier, la libération prochaine de 800 à 1000 Palestiniens sur les quelque 10 000 actuellement emprisonnés.

Mais ces mesures ont été jugées « creuses et superficielles » par le chef de l'OLP, Yasser Ara-

fat, qui a réuni à Tunis la direction palestinienne pour se prononcer sur la reprise, mercredi, à Washington des négociations de paix, souhaitée par le président Bill Clinton et acceptée par Yitzhak Rabin.

Les trois délégations arabes aux pourparlers de paix de Washington avec Israël ont, pour leur part, décidé de suspendre leurs discussions en signe de solidarité avec les Palestiniens après le massacre d'Hébron. Cette décision a été prise, samedi soir, à Washington, au cours d'une réunion entre les délégués syriens, jordaniens et libanais.

En Israël et dans les territoires occupés, les émeutes se sont poursuivies pour la troisième journée consécutive, faisant trois nouveaux morts parmi les Palestiniens.

Le gouvernement Rabin a ordonné l'arrestation de plusieurs dirigeants extrémistes juifs — cinq selon la radio — et réduit la liberté de circulation de 15 autres — mais sans les expulser des territoires occupés, pour cause de difficultés juridiques, selon le ministre. Il a également interdit de porter des armes à une vingtaine d'autres colons. Le gouvernement a aussi décidé « d'examiner la possibilité d'interdire ces organisations extrémistes ».

Le principal mouvement visé est le Kach, fondé par le Rabbim Kahane assassiné en 1990 et auquel appartenait Baruch Goldstein, l'auteur du massacre d'Hébron. Celui-ci a été enterré en « martyr », hier, par ses proches dans la colonie juive de Kiryat Arba où il vivait depuis une dizaine d'années.



Un manifestant porte une pancarte sur laquelle apparaît une inscription de la bible qui semble justifier le geste du Dr Baruch Goldstein, responsable du massacre de vendredi dernier, lors des funérailles de ce dernier, hier.

Dernier départ du vieux terminus de Voyageur

QUÉBEC — L'autocar d'Orléans Express parti à 1 h ce matin vers Gaspé et Percé est le dernier à avoir pris son départ du vieux terminus Voyageur du boulevard Charest. Depuis 6 h, les voyageurs arrivent et partent de la gare intermodale du Palais, à deux kilomètres de là.

par JEAN-MARC SALVET
LE SOLEIL

« Ce n'est pas un déménagement mais une fermeture », dit Lise Dubeau, téléphoniste chez Voyageur depuis 15 ans et sans emploi depuis ce matin.

Seulement quatre des 36 employés de la gare routière du boulevard Charest ont été embauchés par le gestionnaire désigné par Autocars Orléans afin d'administrer la nouvelle gare.

Des huit employés présents au terminus Voyageur hier, aucun n'est du lot.

« Nous avions accepté de réduire nos salaires de moitié, mais ça n'a pas été suffisant », remarque, amer, Lucien Lizotte, un guichetier de 50 ans. Après 28 années de service, M. Lizotte gagnait 19,75 \$/hre.

Ému, il dit n'en vouloir à personne, sauf peut-être à la ville de Québec.

Le guichetier estime que l'administration municipale, qui a

participé au financement de la construction de la nouvelle gare, aurait dû s'assurer que les employés du terminus Voyageur y seraient transférés.

Sylvie Dubeau, téléphoniste chez Voyageur tout comme sa soeur Lise croit « que le fait d'être des employés syndiqués a joué contre nous ».

Chose certaine, « se retrouver au chômage alors qu'il y a si peu de travail n'a rien de réjouissant », ajoute sa collègue Liliane Paquet.

Les deux contrôleurs présents au terminus, hier, bénéficient pour leur part d'un sursis. Ils perdront leur boulot le 31 mars, le temps de fermer définitivement les livres.

« Ce terminus a été inauguré en juillet 1959. J'ai commencé à y travailler quelques mois plus tard, en mai 1960 », se remémore Marc Trudel.

Pour lui, la journée d'hier n'a pas été la plus pénible de la semaine. « Le dimanche est toujours une journée tranquille », explique-t-il. Ce n'était pas le cas

vendredi, alors qu'employés et voyageurs étaient nombreux dans la gare routière. « J'étais nostalgique », confie l'homme de 53 ans.

« Le plus dur est de savoir qu'à deux pas d'ici, des gens feront le même travail que moi et que je ne serai pas de la partie. »

Les employés du terminus ne sont pas les seuls à perdre leur emploi. Le dépanneur a aussi fermé ses portes à minuit, hier.

Seul le restaurant, fermé en août et rouvert en novembre par un nouveau propriétaire, maintiendra ses fourneaux chauds.

Après la fermeture temporaire de ce restaurant où elle a officié pendant 23 années, Jacqueline Giroux s'est retrouvée derrière le comptoir du dépanneur.

Depuis ce matin, elle aussi est sans emploi.

La nouvelle gare

En fin d'après-midi hier, Pierre Bélanger, le directeur de la nouvelle gare intermodale, débattait encore des boîtes. « Tout sera prêt demain matin », promettait-il, debout au milieu de la salle des pas perdus.

Le départ inaugural a eu lieu ce matin à six heures. Un autocar d'Orléans Express a emporté ses passagers vers le vieux terminus Voyageur de Montréal.



Après 28 ans de service, le guichetier Lucien Lizotte se retrouve sans emploi, à 50 ans.

Incapable depuis 13 mois de rejoindre son mari au Canada

Les déchirantes retrouvailles avec Zehra et ses enfants

ZENICA, Bosnie — La vieille école d'Ordred-Radakovo affiche une mine misérable. Dans la cour, les réfugiés errent dans la boue parmi les saletés qui s'accumulent. À l'intérieur, les murs de béton sont froids et inhospitaliers. Comment dans ce demi-jour retrouver Zehra, la femme d'Enes Ticevic réfugié au Canada il y a 13 mois? Le temps de lever les yeux, deux bras frêles comme des roseaux se précipitent sur moi et m'enlacent. Une jeune tête blonde coiffée d'un chignon sanglote tout son désespoir sur mon épaule. C'est Zehra, transparente de maigreur, qui flotte dans son pantalon noir.

Poignantes et déchirantes ces retrouvailles avec Zehra Ticevic, coincée à Zenica avec ses deux jeunes enfants et incapable de rejoindre son mari au Canada. Avec Hamdija Hadzic, le père de Dje-

Monique
GIGUÈRE

envoyée spéciale
du Soleil

en ex-Yougoslavie



mal réfugié au Québec en même temps qu'Enes. Avec Zekija Zecevic, la soeur d'Osman Selman. Zekija lutte contre les larmes. Elle lit la lettre de son frère dans une sacade de hocquets. Elle embrasse les visages sur les photos et, dans un moment d'abandon, hurle sa peine la tête enfouie dans les mains.

À Ordred-Radakovo, dans la chambre de 10 mètres sur six que partagent Zehra et ses deux fils de 6 ans et 19 mois avec sept autres réfugiés, Hamdija, 70 ans, me souffle un baiser au-dessus de la précieuse missive que lui a adressée Djemal. Une pluie de billets tombent des enveloppes. « Merci, fils, murmure-t-il. La chance t'accompagnera dans la vie parce que

tu te souviens de ton vieux père et que tu le mérites ».

Dix-sept mois depuis que ces Musulmans, chassés de leurs foyers par les Serbes, sont installés dans la vie de réfugiés, Hamdija est parti de Kljuc le 22 septembre 1992 avec sa femme Miza. Au rappel de ces événements sa voix se brise et de grosses larmes coulent sur ses joues ridées. « Ma maison n'a pas été brûlée, finit-il par dire. Mais les portes et les fenêtres ont été enfoncées. Le toit arraché. Ils sont 2 000 réfugiés de Kljuc à Zenica.

La faim

Le froid n'a tué personne à Zenica cet hiver. « C'est la faim qui nous ronge », déclare Hamdija. Personne ici n'a vu un cube de viande ni l'ombre d'un légume depuis deux mois. Des lentilles, des fèves ou du riz. Toujours la même routine deux fois par jour. Des rations fades, sans assaisonnement », ajoute le septuagénaire qui rêve d'un pays, n'importe lequel, où on peut manger à sa faim.

Dans la pièce qu'habite Zehra,

deux petits poêles à bois combattent l'humidité. Hamdija raconte que, malgré ses 70 ans, il a coupé et transporté trois mètres cubes de bois au camp. « Si cette guerre s'éternise encore longtemps, il ne restera plus un seul arbre debout en Bosnie », prévient-il.

Zehra aussi a trouvé suffisamment de vêtements et de couvertures pour les enfants. « Les tenir au chaud, c'est tout ce que je peux leur offrir », dit avec résignation la jeune maman qui a tout envisagé, y compris soudoyer des gens du HCR (Haut commissariat aux réfugiés) ou de la Croix-Rouge pour sortir de Bosnie avec un convoi. « Mais je n'ai pas les sous, soupire-t-elle. Ça coûte entre 300 et 2 000 marks allemands pour réussir un coup comme ça ».

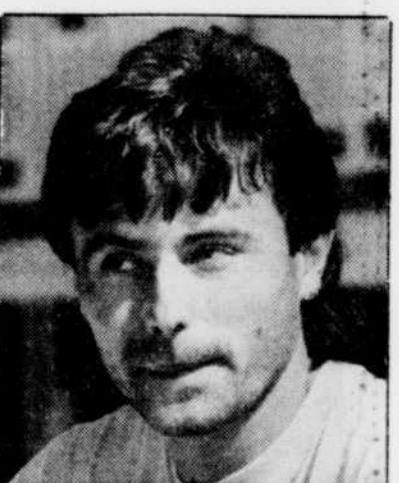
La revanche du sang

Comme Zehra, Hamdija regarde l'avenir avec pessimisme. « La Bosnie va mettre 100 ans à guérir de cette guerre, prédit-il. Il n'y aura ni joie, ni vie, ni paix, dans ce pays pour des décennies. Même avec un cessez-le-feu, la re-

vanche du sang ne va pas s'éteindre avant 20 ans ». Cela, estime-t-il, parce que les Serbes ont convaincu leurs compatriotes qu'il fallait haïr les Musulmans et les tuer.

Hamdija pense qu'une forme de retour à la normale serait possible dans un territoire contrôlé par les Musulmans. Mais il écarte toute possibilité de jamais revoir son Kljuc natal pour ne pas se retrouver face à face avec les hommes qui ont torturé et jeté ses quatre fils dans des camps de concentration.

Le vieil homme en veut à la communauté internationale qui, selon lui, a trop ménagé les Serbes. Il ne porte dans son coeur ni Boutros Boutros-Ghali, ni Cyrus Vance, ni David Owen, ces avocats du partage de la Bosnie. « Ils ont protégé l'agresseur », réplique celui qui compte sur le temps pour arranger les choses. L'histoire montre que les agresseurs finissent toujours par perdre les guerres, se rassure-t-il. J'espère que les Serbes aussi perdront ».



Enes Ticevic espère depuis plus d'un an que sa femme et ses enfants pourront le rejoindre, au Canada.

Hamdija demande pour finir une faveur à son fils Djemal. « Sois un membre utile de la communauté canadienne, le presse-t-il, pour que les Canadiens sachent que nous, les Bosniaques, sommes des gens vaillants et pacifiques ».

PRIX MINIMUM MAXIMUM VALEUR

LUMINA VAN 1994
7 passagers

Stock # 40505

La logique...

PAS DE SURPLUS PAS DE SURPRISE

Avec seulement 1 000 \$ comptant, vous partez avec ce véhicule!

48 MOIS seulement à 328\$*

C'est plus LOGIQUE que de financer 5 longues années AILLEURS!

- Comptant de 1 000 \$ seulement ou échange équivalent
- Aucun dépôt de sécurité
- 48 versements à faire seulement

Transport et préparation inclus

- Assurance routière GM 3 ans ou 60 000 km incluse
- Kilométrage sur bail limité à 96 000 km
- Offre d'une durée limitée
- Taxes en sus

Pensez-y! Renseignez-vous!

MARLIN Geo
Chevrolet Oldsmobile Inc.

c'est grandement accueillant!

2145, boul. Charest Ouest
Québec
688-1212

LA POLITIQUE

La réforme du chômage inquiète les groupes sociaux

OTTAWA (PC) — Les grandes orientations de réforme au régime d'assurance-chômage annoncées dans le budget la semaine dernière font craindre le pire.

En effet, plusieurs organismes sociaux se demandent bien à quoi servira la réforme sociale annoncée aux Communes en janvier par le ministre du Perfectionnement des ressources humaines, Lloyd Axworthy.

Même les groupes les plus timides sont déçus par les modifications apportées au régime d'assurance-chômage.

Les dés semblent pipés d'avance, laisse entendre François Dumaine, directeur général de l'Organisation nationale anti-pauvreté, un groupe qui, selon lui, n'a pas « l'habitude de défoncer les portes. »

« À l'heure actuelle, au moment où l'on se parle, avec le budget qui a été déposé la semaine dernière, la crédibilité du système a certainement été touchée, » dénonce-t-il.

M. Dumaine craint aussi que le groupe de travail nommé par M. Axworthy pour le conseiller relèguera la consultation aux oubliettes. Ce groupe de travail ne soumettra aucun rapport au ministre. Cependant, il est clair que ce comité a l'oreille du ministre Axworthy. Celui-ci s'est déjà réuni au moins à trois reprises avec le groupe de 14 experts, a-t-on appris.

L'une des membres de ce groupe, Guylaine Saucier, du Québec,

n'entend pas perdre son temps. « Il va prendre ce qu'il va vouloir prendre, dit-elle. C'est à nous de lui présenter des suggestions valables pour qu'elles attirent son attention... Je pense que si on n'avait pas de rôle, je ne serais pas là. »

La présidente du Comité d'action sur le statut de la femme, Sunera Thobani, craint elle aussi que les modifications au régime d'assurance-chômage ne soient qu'une excuse pour réduire le déficit et non pour « améliorer les programmes sociaux. »

Le budget du ministre des Finances Paul Martin prévoit des changements considérables : un

barème de prestations à deux niveaux, une baisse du taux de cotisation générale sauf pour les petits salariés avec personnes à charge et des critères d'admissibilité plus sévères.

Par ces mesures, le ministre des Finances compte aller chercher des économies de près de 5,5 milliards \$ sur trois ans.

« Nos objectifs sont fermes

concernant les économies que nous voulons réaliser, disait-il en Chambre. Si la réforme ne permet pas d'atteindre au moins ces chiffres, d'autres mesures seront prises pour obtenir ces économies. »

Selon la députée de Mercier, Francine Lalonde, l'exercice de consultation ne servira finalement qu'à confirmer les décisions du

gouvernement Chrétien. « C'est extrêmement troublant d'être au début d'une consultation et d'avoir une orientation précise tracée dans le budget du ministre des Finances... », s'inquiète-t-elle.

Le ministre Axworthy réplique pour sa part que ces « mesures modestes » ne sont « pas nécessairement permanentes ».

Les libéraux aussi populaires malgré le budget

QUÉBEC — Jean Chrétien dirige un gouvernement téflon. Rien, pas même les critiques acerbes à l'endroit du budget Martin, ne réussit à modifier la trajectoire ascendante de la popularité de l'équipe libérale.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

D'après un sondage Angus Reid/Le SOLEIL rendu public aujourd'hui, six Canadiens sur 10, soit précisément 58 % des personnes interrogées cette semaine, étaient effectivement prêtes à voter libéral après la première prestation du ministre des Finances, Paul Martin.

Ce pourcentage est exactement identique à celui obtenu par la maison Gallup dans la semaine précédant le budget. Il représente 17 points de plus que le résultat libéral obtenu lors des élections fédérales il y a quatre mois, pourcentage qui permettait alors à

Jean Chrétien de diriger un gouvernement majoritaire.

Deuxième, le Reform Party est lui un monument de stabilité avec une fiche de 20 %, soit un point seulement au-dessus de son résultat électoral.

Le Bloc québécois connaît de son côté une lente érosion de ses appuis depuis le 25 octobre, se retrouvant aujourd'hui à 9 % après avoir décroché le vote de 14 % de l'électorat lors du scrutin, ce qui

conduisait ses 54 élus sur les banquettes de l'opposition officielle.

Selon la maison manitobaine de sondage, les Québécois déceleraient de plus en plus de vertus aux libéraux dont ils feraient maintenant leur premier choix à 51 % contre 38 %, soit une situation totalement inverse par rapport aux résultats électoraux. Évidemment, avec seulement 309 répondants, ces données comportent toutefois une importante marge d'erreur.

En queue de peloton au plan canadien, le Parti conservateur de Jean Charest a vu ses appuis fondre des deux tiers en quatre mois, passant de 16 % à la fin octobre à 5 % aujourd'hui. Il devance d'un maigre point le Nouveau parti démocratique (NPD) tombé à 4 % après avoir eu le vote de 7 % des électeurs.

Les libéraux font par ailleurs si

bien dans l'opinion des Canadiens qu'une portion de ceux qui ne sont pas disposés à voter pour eux reconnaissent qu'ils dirigent plutôt bien les affaires de l'État. Deux Canadiens sur trois posent ce jugement contre un sur cinq qui s'inquiète de l'orientation retenue par l'équipe Chrétien.

Chrétien aimé

Pas étonnant dans un tel contexte que l'évaluation du travail du premier ministre Jean Chrétien soit excellente, 71 % des électeurs approuvant sa conduite contre 18 % seulement qui la désapprouvent.

Comme chef de l'opposition officielle, Lucien Bouchard réussit à attirer un verdict favorable d'au moins 20 % des électeurs à la grandeur du pays, sauf au Manitoba et en Saskatchewan où sa cote tombe à 17 %. Au Québec, 56 % des personnes interrogées endos-

sent sa conduite, les résidents des Maritimes étant les deuxièmes plus favorables avec 35 % d'appui pour le chef souverainiste.

Preston Manning, enfin, est perçu comme un bon chef par un Canadien sur deux.

Ce sondage a été réalisé les 22, 23 et 24 février sur la base de 1465 entrevues téléphoniques auprès d'adultes canadiens. Avec un échantillon de cette taille, la marge d'erreur maximale reconnue est de 2,5 % dans 95 cas sur 100. Cette marge s'accroît sensiblement dans le cas des résultats régionaux.

L'électorat de Shefford va aux urnes

MONTREAL (PC) — Une semaine après ceux de Bonaventure, les 45 551 électeurs de Shefford iront aux urnes aujourd'hui.

L'élection complémentaire dans Shefford a été rendue nécessaire par le départ du député péquiste Roger Paré, qui quitte pour des raisons de santé.

Les électeurs ont à choisir entre un péquiste candidat-vedette, un libéral de la région et trois autres candidats.

Le péquiste Roger Nicolet, 62 ans, est ingénieur de formation et maire d'Austin, une petite municipalité sise dans la circonscription voisine. Il est surtout connu pour avoir présidé l'Union des municipalités régionales de comté (UMRCQ) et pour avoir œuvré comme commissaire à la Commission Bélanger-Campeau.

Le libéral Bernard Brodeur, 37 ans, est notaire. Il mise sur le fait qu'il vient de la région et qu'il en connaît bien les problèmes.

Copeman sera le candidat du PLQ dans NDG

MONTREAL (PC) — Un ancien attaché politique de Robert Bourassa, Russell Copeman, a été choisi hier candidat libéral dans Notre-Dame-de-Grâce en vue des prochaines élections provinciales.

Par 363 voix contre 195, M. Copeman a devancé Robert Keaton, ancien président d'Alliance Québec. Michel Décaré a obtenu 72 voix.

Devant plus de 500 militants réunis à l'assemblée d'investiture, M. Copeman a indiqué qu'il pourrait être justifié de faciliter l'accès à l'école anglaise, une fois les commissions scolaires linguistiques mises en place.

Ce diplômé en sciences politiques âgé de 33 ans estime par ailleurs que la loi 86 (qui permet l'affichage commercial autrement qu'en français) est un bon compromis.

La circonscription de Notre-Dame-de-Grâce a élu Gordon Atkinson, du Parti Égalité, en septembre 1989.

4 000 CAMELOTS
pour un bon service!

Abonnez-vous:
647-3333 (Québec)
ou au **1-800-463-2362** (régions)

LE SOLEIL



Eagle Vision ESi 1994
Fabriquée au Canada

- Deux coussins de sécurité
- Moteur V6, 3.3L, 161 HP
- Boîte automatique à 4 rapports
- Climatiser à contrôle automatique de température
- Suspension "grand tourisme"
- Radiocassette AM/FM stéréo

- Lève-glace électriques et électroverrouillage des portes
- Retroviseurs chauffés à télécommande
- Régulateur de vitesse/colonne de direction inclinable
- Freins à disque assistés aux 4 roues

20 994 \$*



Eagle Summit Familiale 1994

Une mini fourgonnette 5 passagers spacieuse et polyvalente, dans la grande tradition des wagonnettes de Chrysler!

- Porte coulissante
- Coussin de sécurité
- Suspension indépendante aux 4 roues
- Boîte manuelle à 5 rapports

- Freins à disque assistés à l'avant
- Moteurs: 1.8L, 113 HP (base); 2.4 L, 16 soupapes, 136 HP (option)
- Essuie-glace à balayage intermittent

14 994 \$*

Incluant remise de 500 \$
Quantités limitées!



Eagle Summit 2-Portes 1994

La sous-compacte super économique qui offre plus d'espace à la tête et aux jambes que la Honda Civic!

- Coussin de sécurité
- Boîte manuelle à 5 rapports
- Suspension indépendante aux 4 roues

- Moteurs: 1.5 L à injection
- Freins à disque assistés à l'avant
- Pontelles de sécurité dans les portes
- Retroviseurs télécommandés

9 494 \$*

Incluant remise de 1 250 \$



**VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE
JEEP ET EAGLE DÈS AUJOURD'HUI!
VOUS POUVEZ LUI FAIRE CONFIANCE.**



Une division de Chrysler Canada

* PDSM de la Eagle Vision avec gamme d'options 22C, moins l'escompte du concessionnaire. PDSM de la Eagle Summit avec gamme d'options 21A et de la Eagle Summit Familiale gamme d'options 21B après déduction de la remise du fabricant et de l'escompte du concessionnaire. TPS incluse dans la remise du fabricant. Taxes, immatriculation, enregistrement et transport de 760\$ (Vision), et 415\$ (Summit), en sus. Ces offres remplacent et annulent toutes autres offres avec lesquelles elles ne peuvent être combinées. Le concessionnaire pourrait avoir à passer une commande dans le cas de la Vision, ou obtenir la Summit d'un autre concessionnaire. Voyez-le pour plus de détails. Ces offres sont en vigueur jusqu'à avis contraire de Chrysler Canada Limitée.

LE MONDE

En Bref

■ 7 enfants meurent dans un incendie

BALTIMORE, USA (AFP) — Sept enfants et deux adultes ont trouvé la mort, samedi soir, dans l'incendie d'une maison à Baltimore (Maryland), ont indiqué les autorités locales. La cause de l'incendie n'a pas été établie. Vingt-cinq personnes ont péri dans des incendies depuis le début de l'année à Baltimore.

■ Un incendie criminel fait huit morts

LONDRES (Reuter, AFP) — La police britannique a ouvert une enquête pour meurtre, hier, après la mort de huit personnes dans l'incendie d'un club privé projetant des films pornographiques à Londres. Le sinistre ayant également fait une vingtaine de blessés a apparemment commencé dans l'entrée, où un liquide inflammable avait été déversé, a déclaré à la presse l'inspecteur John Chaplin.

■ Un chef intégriste est tué en Algérie

ALGER (AFP) — Les forces de l'ordre algérienne ont tué, samedi, le chef du Groupe islamique armé (GIA), Mourad Si Ahmed, dit Djaafar El-Afghani, ainsi que neuf de ses lieutenants, portant ainsi un coup sévère à cette organisation islamiste radicale. Le GIA est le plus radical des groupes armés islamistes. Son chef, formé en Afghanistan aux techniques de la guérilla urbaine, avait rejeté dans un communiqué publié en novembre 1993, « tout dialogue, toute trêve et toute réconciliation » avec le pouvoir et menacé de la « pire des morts », ceux qui négocieraient avec les autorités.

■ Espionnage: contre-mesures russes

MOSCOU (Reuter) — Le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozirev, a laissé entendre, hier, que la Russie prendrait des mesures de représailles après l'expulsion d'un de ses diplomates par Washington à la suite d'une affaire d'espionnage. Il commentait l'expulsion d'Alexandre Lissenko, un conseiller d'ambassade qui serait, selon Washington, le chef des opérations de renseignement russe aux États-Unis. Cette décision, annoncée vendredi par l'administration américaine, fait suite à l'arrestation de l'agent de la CIA Aldrich Ames et son épouse, lundi dernier, pour espionnage au profit de Moscou de 1985 à 1993.

■ Meurtre à trois ans...

CINCINNATI, USA (AFP) — Une fillette de 12 ans qui s'est accusée d'avoir tué, près de six ans plus tôt, son petit cousin de 13 mois, a été inculpée de meurtre afin de pouvoir recevoir un traitement psychiatrique, a annoncé, hier, la police de Cincinnati (Ohio). La fillette, dont l'identité a été gardée secrète, s'était rendue à la police, samedi, après s'être accusée, la veille, d'avoir tué le petit Lamar Howell, en le noyant dans un seau de lessive, le 22 juillet 1984. Elle n'avait que trois ans à l'époque et les policiers et la justice avaient conclu à un accident au cours d'un jeu.

■ Un médicament courant mortel

LONDRES (AFP) — Des centaines de personnes sont peut-être décédées depuis 20 ans en Grande-Bretagne après avoir pris un médicament commercialisé par les groupes pharmaceutiques Wellcome (britannique) et Roche (suisse), affirme le « Sunday Times ». L'hebdomadaire dominical explique que le médicament — vendu sous les noms de Septrin et Bactrim — contient un composé à base de sulfure responsables d'effets secondaires graves, comme « des réactions sanguines mortelles ».

■ Décès du père de «Small is beautiful»

GLOUCESTER (Reuter) — Le philosophe d'origine autrichienne Leopold Kohr, père de la doctrine «Small is beautiful», est décédé à l'hôpital de Gloucester en Grande-Bretagne à l'âge de 84 ans. Jadis considéré comme un «prophète de notre temps», la réputation de Kohr repose pour l'essentiel sur son livre «L'effondrement des nations» (The Breakdown of Nations) publié en 1957, ouvrage de philosophie politique selon laquelle il faut en revenir à une société plus humaine aux dépens de la croissance à tout prix.

Le cessez-le-feu est violé à Sarajevo

SARAJEVO (AP, AFP) — Le conflit bosniaque a connu un regain de tension, hier, en particulier dans les environs à Mostar et à Sarajevo, où ont eu lieu des violations au cessez-le-feu d'une semaine.

Une forte explosion provoquée par la chute d'un obus de mortier a aussi été entendue peu après minuit, ce matin, à Sarajevo.

Les forces gouvernementales et serbes bosniaques semblaient aussi engagées dans un redéploiement sur d'autres fronts de leurs soldats présents dans la capitale.

Radio-Sarajevo faisait aussi état de violents bombardements des Serbes bosniaques sur les enclaves de Bihac (Nord-Ouest de la

Bosnie-Herzégovine) et de Maglaj (Nord).

Selon le commandant Rob Annink de la FORPRONU, des radars ont repéré, samedi, deux tirs de mortiers des forces Serbes bosniaques et un de l'armée gouvernementale sur les lignes de front situées au nord et à l'ouest de la capitale — qui n'ont pas fait de victimes.

Cinq obus de mortier ont explosé, hier, trois dans l'est de la capitale et deux dans la partie oc-

cidentale, là encore sans faire de victimes.

Apparemment pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de l'ultimatum de l'OTAN, lundi dernier, le chef de la FORPRONU en Bosnie, Michael Rose, a protesté auprès du chef de l'armée serbe bosniaque, tout en précisant qu'il n'avait pas demandé de frappes aériennes.

D'autre part, selon Radio-Sarajevo, la moitié des forces serbes bosniaques participe aux assauts contre Maglaj, Tesanj, Doboj et Teslic dans le Centre et le Nord, avec notamment des pièces d'artillerie lourde retirées de la capitale.

Selon la radio, les bombarde-

ments serbes bosniaques se poursuivaient avec vigueur sur Maglaj, depuis hier matin, avec plus de 1000 obus tirés.

Au cours des dernières 24 heures, le bilan était de six civils tués et 21 blessés dans cette ville d'où sont absents les casques bleus — qui ne peuvent donc pas confirmer les informations.

La radio parlait aussi d'un mort, hier, à Mostar (Sud-Ouest) où, selon le commandant Annink, les forces croates bosniaques ont tiré 15 obus de mortiers sur la partie orientale où sont retranchés des Musulmans. Et ce en dépit du cessez-le-feu entré en vigueur, vendredi midi, entre l'armée gouvernementale et forces croates bosniaques.

Samedi, pourtant, ont débuté à Washington des négociations entre responsables croates, bosniaques et croates bosniaques en vue d'approfondir leur rapprochement.

Par ailleurs, les convois humanitaires de l'ONU en Bosnie-Herzégovine effectueraient, à partir d'aujourd'hui, leur trajet sans faire de détours et sans négocier à l'avance leur passage, et ils seront escortés par des véhicules blindés, a annoncé, hier, un porte-parole de l'ONU à Sarajevo. Les Serbes ont toutefois réagi en menaçant d'empêcher par la force le passage de convois non munis d'autorisation serbe et la réouverture d'un pont à Sarajevo.



En attendant la paix au Mexique

La police militaire montant la garde devant la cathédrale de San Cristobal de Las Casas, dans l'État du Chiapas, au sud du Mexique, a été accueillie par des enfants, hier. La cathédrale abrite les pourparlers de paix entre les rebelles de l'Armée zapatiste de libération nationale et le gouvernement mexicain. Après six jours de discussions, la guérilla durcit ses positions eu égard à la démocratie, exigeant la démission du président Carlos Salinas de Gortari et la formation d'un gouvernement de transition pour garantir des élections libres en août.

L'IRA veut d'autres concessions

DUBLIN (d'après AFP) — Le Sinn Féin a écarté, ce week-end, l'hypothèse d'un cessez-le-feu de son aile militaire, l'Irish Republican Army (IRA), avant de nouvelles concessions britanniques sur l'Ulster, message de fermeté d'un parti persuadé et ravi d'être redevenu un acteur incontournable du règlement de la question nord-irlandaise.

Le congrès annuel du Sinn Féin (« Nous seuls » en gaélique) fut un énorme succès médiatique. Trois mois de « ni oui, ni non » du parti à l'offre anglo-irlandaise de paix du 15 décembre avaient attiré quelque 250 journalistes, aux côtés de 400 délégués, dans une étroite salle communale d'une banlieue populaire de Dublin.

Le Sinn Féin a indiqué qu'il n'approuvera ou ne rejettera pas en tant que tel le Document du 15 décembre, avec ses concessions sur le principe de l'autodétermination irlandaise, et son offre de

négociations historiques contre un cessez-le-feu de l'IRA. Mais il a détaillé, samedi et hier, ce qu'il attend de Londres avant de solliciter de l'IRA un cessez-le-feu qu'il se dirait alors « confiant d'obtenir ».

Il souhaite que les Britanniques précisent leurs intentions à long terme sur un retrait d'Ulster, qu'ils renoncent à garantir aux protestants unionistes (majoritaires en Ulster) un droit de veto sur l'avenir de la province, et surtout, dans l'immédiat, qu'ils rouvrent un canal de contact secret avec le mouvement républicain.

Message de fermeté, mais pas de porte fermée: le parti a, à plusieurs reprises, salué des propos récents et l'ouverture nouvelle du gouvernement britannique, et répondu en partie à une demande de Dublin en multipliant les garanties aux protestants unionistes sur leur statut dans l'hypothèse d'une Irlande unie.

Message de fermeté relayé dans la salle par l'hostilité, ou, au mieux, le scepticisme des délégués sur le Document anglo-irlandais: « J'aimerais qu'on me prouve qu'il y a vraiment quelque chose pour nous là-dedans. Pas avoir à le deviner », commente un congressiste.

SI VOUS VISEZ UNE PERFORMANCE OPTIMALE...

CAUSERIES

- Qui gère vos émotions? 2 mars, 20h
- Choisir ou subir sa vie? 16 mars, 20h
- Comment se motiver pour motiver? 23 mars, 20h
- Le plaisir: est-ce défendu? 6 avril, 20h
- Vaincre les 3 grands obstacles de la communication, 14 avril, 20h

SÉMINAIRES

- La gestion de ses émotions - 5-6 mars et 23-24 avril
- Recré-Action (prévention du burn-out) - 19-20 mars
- Une pédagogie plus efficace - 26-27 mars
- Un objectif accroche-cœur (formuler ses objectifs pour les atteindre) - 9-10 avril

JULES MARTEL
pédagogue-praticien P.N.L.

META-CLEF
formation et consultation en communication

L'ACCÈS AU LANGAGE DE LA PERFORMANCE
Les activités ont lieu comme toujours au 755, chemin Saint-Louis, Québec
Pour informations et inscriptions: 683-1190

RÉSULTATS
Loto-Québec

6/49

Tirage du 94-02-26

1 11 26 28 30 31

Numéro complémentaire: 10

Extra.

NUMÉROS: 754017 100 000 \$
54017 1 000 \$
4017 250 \$
017 50 \$
17 10 \$
7 2 \$

Panço

Tirage du 94-02-27

1	6	8	12	19
25	27	29	32	34
40	46	47	54	55
59	64	66	68	69

GAGNANTS: 6/6 0 2 661 892,90 \$
5/6+ 11 72 597,10 \$
5/6 432 1 478,80 \$
4/6 22 024 55,60 \$
3/6 380 541 10,00 \$

Ventes totales: 20 287 102,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 6 000 000,00 \$
Prochain tirage: 94-03-02

T.V.A., le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Lapointe
cliniques de denturologie

À quand remonte votre dernier **FACE À FACE** avec vous-même?

Consultez sans tarder un denturologiste chevronné des cliniques de denturologie Lapointe avant qu'il ne soit trop tard. Assistez à l'une de nos conférences gratuites sur les **implants dentaires**. Appelez-nous maintenant!

Composez notre nom: **Lapointe**
5 27 - 6 46 8

Général de l'extérieur composé sans frais 1 800 363-9572

Lacluse Montréal Rivière-des-Prairies
Laval (Centre) St-Mathieu-de-Lac
Longueuil Montréal Ste-Marthe-de-Lac
Louisville Montréal-Nord St-Constant
Outremont (Ostie) St-Hyacinthe

PROGRAMMES D'ASSURANCE ACCEPTÉS

CONSULTATION GRATUITE

Maintenant
2 POUR 1 ou 50 %

CHOISISSEZ DEUX LUNETTES OPHTALMIQUES COMPLÈTES (verres et monture) ET NE PAYEZ QUE LA PLUS CHÈRE DES DEUX. AINSI VALABLE POUR LES LUNETTES CORNÉENNES SOUPLES, SPHÉRIQUES, CLAIRES. EX.: UNE LUNETTE COMPLÈTE ET UNE PAIRE DE LENTILLES CORNÉENNES.

CHOISISSEZ UNE SEULE LUNETTE OPHTALMIQUE (verres et monture) ET OBTENEZ UN RABAIS DE 50 % SUR LA MONTURE

Cette offre est valable sur la plupart de nos montures.

Jean Trépanier
opticien d'ordonnances

LA MÊME QUALITÉ DE PRODUITS RENOMMÉS. LA MÊME QUALITÉ DE SERVICE

Place des Quatre-Bourgeois
Sainte-Foy (Québec)
659-5075

16 994\$
SIDEKICK
4X4
1994

15 994\$*
Rabais Acadia

*T.T.P. en sus NOUVEL EMPLACEMENT, DÉMÉNAGEMENT POUR BIENTÔT

ACADIA SUZUKI
La d du service!

1re Avenue
Charlesbourg
623-9361

Autoroute de la Capitale
Sortie Pierre-Bertrand
(voisin de Capitale Nissan)
681-6000

Le scandale du sang fait fuir les donneurs

OTTAWA — La controverse entourant les activités de la Société canadienne de la Croix-Rouge pourrait avoir considérablement refroidi les ardeurs des donneurs de sang, qui constituent la base du système de distribution du sang au pays.

par DENNIS BUECKERT
de la Presse canadienne

Les dons de sang n'ont pas cessé de diminuer depuis 1991 et les dirigeants de la Croix-Rouge expliquent qu'ils n'ont plus les réserves de sang nécessaires pour faire face aux situations d'urgence.

Selon eux, les allégations qui pèsent contre la Croix-Rouge dans l'affaire du sang contaminé, qui a vu près de 1000 Canadiens contracter le virus du sida dans les années 80, pourraient avoir découragé les gens de donner du sang.

« La controverse a sûrement eu un effet », a déclaré Carlos Izaguirre, l'assistant-directeur de la Société canadienne de la Croix-Rouge.

Les dons de sang pourraient également avoir décliné à cause des précautions supplémentaires qui sont maintenant prises afin de se prémunir contre les risques d'infection.

David Page, le président de la Société canadienne de l'hémodophilie, se préoccupe de l'avenir des dons de sang au Canada. « Lorsque nous avons exigé que le gouvernement examine le fonctionnement du système de distribution du sang, nous avons toujours craint que ces critiques ne découragent les donneurs éventuels. » Les donneurs de sang ne sont pas rétribués au Canada, contrairement à ce qui se fait aux États-Unis, par exemple. Les recherches ont démontré que le sang provenant de donneur rémunérés est plus susceptible d'être infecté par le virus du sida.

« Il faut faire une distinction entre le travail très professionnel des 17 centres de transfusion, opérés par la Croix-Rouge, et les décisions qui sont prises dans les hautes sphères du système de distribution du sang », a souligné M. Page.

Selon le Regroupement des garderies de Montréal

Les éducateurs ne doivent pas savoir qu'il y a des enfants atteints du sida

MONTREAL (PC) — Confronté au problème de l'intégration des enfants sidéens dans les garderies, le Regroupement des garderies de Montréal tente de ménager la chèvre et le chou : il plaide en faveur de l'intégration ouverte des enfants atteints du VIH, mais prône la confidentialité sous tous azimuts. Même les éducateurs n'ont pas à être informés de la présence d'un enfant sidéen dans leur groupe, pense sa directrice.

C'est du moins ce qu'affirme Mme Camille Gauvreau, la présidente du Regroupement des garderies de Montréal qui doit prendre position aujourd'hui dans la polémique dossier des garderies et du sida.

« Nous disons oui à l'intégration des enfants séropositifs, mais la confidentialité doit être respectée. Le personnel doit-il savoir ? Nous ne croyons pas. Ça ouvre une dangereuse brèche à la règle de la confidentialité », tranche Mme Gauvreau.

L'association qui regroupe environ 90 garderies dans la métropole espère d'ailleurs que sa position aura un effet domino sur les autres garderies de la région.

Cette prise de position se démarque de celles prônées la semaine dernière par la direction de la Santé publique et par l'Office des services de garde qui invitent tout bas les parents à faire connaître

l'état de santé de leur enfant aux responsables des garderies.

« Nous, on craint que ça change le rapport entre les éducateurs et les enfants. Il y a des médecins qui tiennent à ce qu'il y ait des contacts, mais nous mettons un bémol sur la divulgation du dossier au personnel des garderies. Pourquoi la confidentialité tiendrait sur d'autres sujets et pas sur

le sida », plaide Mme Gauvreau.

Le droit des enfants séropositifs à une garderie n'est plus remis en question. La promesse par la ministre à la Famille, Violette Trépanier, de renflouer les garderies qui perdront des enfants après avoir ouvert leurs portes à un enfant atteint du virus ne prend en compte qu'une partie du problème, estime-t-on dans les milieux de garde. Le dilemme de la confidentialité, lui, reste entier.

A la garderie Les Petits Lutins, les parents sont toujours convaincus qu'ils sont les seuls à devoir faire preuve de tolérance.

« Si les parents d'enfants séropositifs ont droit à la confidentialité,

lit, les autres parents ont aussi droit à la vérité. Ils ont l'impression d'être les seuls à devoir s'ouvrir. Les parents d'enfants atteints du virus doivent aussi faire leur bout de chemin et dévoiler la maladie », pense Mme Claire McNicoll, membre du conseil d'administration de la garderie.

Pour mettre fin à cette crise de confiance, il faudra que tous mettent cartes sur table, estime-t-elle. « Mais pour travailler ensemble, il faut que les gens en parlent et nous donnent la chance de les connaître. »

Pendant ce temps, les autorités, charte des droits oblige, ne dérogent pas d'un iota au droit à la confidentialité.

Pour les femmes enceintes

L'AZT efficace contre le sida

MONTREAL — Santé Canada devra élaborer de nouvelles directives pour le dépistage du virus du sida chez les femmes enceintes, à la suite d'une étude américaine sur la transmission du VIH de la mère à l'enfant qu'elle porte, affirme une compagnie

pharmaceutique qui a participé aux recherches.

par FELICITY MUNN
de la Presse canadienne

Les résultats préliminaires de ces travaux ont montré que le médicament AZT, qui combat le sida, a réduit le taux de transmission

mère-enfant des deux tiers, le ramenant de 25,5 à 8,3 %.

Le docteur François Label, de la firme montréalaise Burroughs Wellcome, qui a fourni l'AZT aux chercheurs, déclarait la semaine dernière que sa compagnie enverrait les résultats officiels de l'étude à Santé Canada d'ici 10 jours.

« Ce qu'ils devront faire, ensuite, c'est d'évaluer la proportion de femmes porteuses du VIH, et de décider s'il vaut la peine de faire passer un test de dépistage à toutes les femmes enceintes. »

Le docteur Catherine Hankins, de l'Hôpital général de Montréal, spécialisée dans le traitement du sida chez les femmes, a indiqué que les tests de dépistage sont présentement offerts aux femmes enceintes à l'entière discrétion de chaque médecin.

L'étude est susceptible de soulever plusieurs questions sur le dépistage à grande échelle, a-t-elle dit. Par exemple : « les tests devraient-ils être obligatoires ou volontaires ? »

« Mais tant que nous n'aurons pas discuté de toutes les implications éthiques, je pense que les résultats tendent à démontrer que les médecins devraient discuter avec leurs patientes, de la possibilité de passer un test. »

À Ottawa, une porte-parole de Santé Canada a dit que dans l'intervalle, rien n'empêchait les médecins d'administrer de l'AZT aux femmes enceintes.

À ce jour au Canada, on a enregistré 71 cas de sida chez des enfants, où la maladie aurait été transmise de mère à enfant. C'est 76 % du total des 93 cas de sida chez des enfants au Canada.

Les femmes qui participaient à l'étude financée par le gouvernement fédéral américain ont reçu soit un placebo, soit de l'AZT, pendant leur grossesse et leur accouchement. Pendant les six semaines qui ont suivi la naissance, les nouveau-nés ont également reçu le même traitement que leur mère.

Les résultats ont été jugés si significatifs qu'un comité indépendant de révision a interrompu l'étude pour demander aux chercheurs d'offrir de l'AZT aux participantes qui avaient reçu un placebo.

■ Diplomates cubains expulsés du pays

TORONTO — Deux diplomates cubains de haut rang ont été expulsés du Canada pour s'être livrés à l'espionnage, selon une dépêche publiée hier par le Toronto Sun. Le vice-consul Orlando Brito Pestana et le consul Adelfo Martin, du consulat cubain à Montréal, ont été discrètement renvoyés à La Havane, le 13 février, ont affirmé au Sun des exilés cubains et des fonctionnaires américains non identifiés, chargés de la sécurité. Leur épouse et les autres membres des familles des deux hommes ont été renvoyés en même temps. À Ottawa, le porte-parole des Affaires extérieures Eduardo del Buey a soutenu que le ministère n'était pas au courant de ces expulsions, et n'avait aucune information à ce sujet. L'ambassade cubaine comme au Service canadien du renseignement de sécurité, on s'est refusé à tout commentaire.

OFFRE SPÉCIALE POUR UN TEMPS LIMITÉ

Sa performance étonne. Son bas prix aussi.



Les voitures importées sont de plus en plus hors de portée. L'exception? L'Elantra GL! Pendant l'événement : « L'IMPORTÉE À VOTRE PORTÉE » de Hyundai vous pouvez en effet vous offrir la performance d'une Elantra GL 1994 au bas prix de 10 995 \$.



ELANTRA GL 1994

PRIX SPÉCIAL

10 995 \$*

L'ÉVÉNEMENT :
« L'IMPORTÉE
À VOTRE
PORTÉE »

Et cela comprend :

- Moteur de 113 HP, le plus puissant de sa catégorie. DACT, 16 soupapes, injection multi-points contrôlée par ordinateur
- Suspension indépendante aux quatre roues avec barres stabilisatrices avant et arrière
- Siège arrière pliant et modulaire 60/40
- Radio AM/FM stéréo à syntonisation électronique, avec lecteur de cassette
- Assistance routière 24 heures*
- Garantie de 5 ans ou 100 000 km*



HYUNDAI
On évolue à votre avantage

* Offre d'une durée limitée. Du 10 janvier au 31 mars 1994, l'Elantra GL 1994 est offerte à partir de 10 995 \$. Immatriculation, transport, préparation et taxes en sus. Le prix indiqué est le P.D.S.F., moins le rabais promotionnel. ** Renseignements chez les concessionnaires.

Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
1-800-463-3818

Hyundai St-Georges
105 55, 1ère Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814

Porlier Automobiles Inc.
100, Napoleon
Sept-Îles 962-1828

Automobiles Lévis Ltée
144, rue Kennedy
Lévis 833-7140

Montmagny Hyundai
150, boul. Taché ouest
Montmagny 248-7877

Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure ouest
Bonaventure 534-2191

M. Lessard Ltée
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup 862-8144

Automobiles des Îles
1199 Chemin Laverrière
Cap-aux-Meules, Québec
986-5566

Ste-Foy Hyundai
2650, Dalton
Ste-Foy 654-9292

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père 724-2231

Garage Jean-Roch Thibeault
909 MGR de Laval
Baie St-Paul 435-2379

Hyundai Laurier Station
164, boul. Laurier
Laurier Station
728-4044

Boulevard Hyundai
40 boul. Comeau
Baie-Comeau 294-2886

Ruby Auto Inc.
2272, rue Notre-Dame Nord
Thetford Mines 338-4665

Centre Hyundai
1605 boul. Henri Bourassa
Québec 522-3738

Automobiles Hyundai Matane
1560 du Phare Ouest
Matane 562-4444

Hyundai s'implante chez nous pour mieux nous servir

Desjardins parle à ses membres futurs acheteurs de propriété

Budget fédéral *une opportunité pour l'acquisition d'une maison*

À la suite du récent dépôt du budget fédéral, une opportunité des plus intéressantes s'offre à tous les membres qui projettent de faire l'acquisition d'une maison à court et à moyen terme et plus spécifiquement, aux membres qui le feront en 1994.

En effet, la souplesse accordée au REER dans le cadre du régime d'accession à la propriété (RAP) vient d'être augmentée, ce qui fait du REER l'option de placement à privilégier pour l'achat d'une maison.

Ainsi, dorénavant, vous pourrez cotiser à votre REER et, 90 jours suivant votre cotisation, vous pourrez retirer cet argent pour l'achat d'une propriété*. Le programme s'adresse aux acheteurs d'une première maison ou aux acheteurs qui n'ont pas été propriétaires depuis plus de cinq ans.

Un geste à poser avant le 2 mars pour une acquisition en 1994

Pour tous les membres qui entendent faire l'acquisition d'une maison en 1994, il serait très avantageux de cotiser au maximum à un REER Desjardins d'ici le 1er mars 1994, si ce n'est déjà fait, afin de bénéficier de votre déduction fiscale pour l'année d'imposition 1993.

Il ne sera pas trop tard après le 1er mars pour cotiser à votre REER et bénéficier tout de même des avantages du RAP. Cependant, l'avantage fiscal auquel vous avez droit sera reporté d'un an.

Comme dans toute décision financière, la meilleure solution est encore de communiquer avec votre caisse populaire Desjardins pour connaître exactement la nature du programme et votre admissibilité. Votre caisse saura vous dire si cette option vous convient.

Faites vite !

*Il ne vous reste que deux jours pour profiter de
cet avantage pour l'année d'imposition 1993.*

Pour obtenir des renseignements additionnels sur ce programme,
communiquez avec votre caisse populaire Desjardins.

*J'ai été
bien conseillé!*

ÉPARGNE et
PLACEMENT
Desjardins **REER**



La caisse populaire
Desjardins

*Remboursement selon les modalités définies par le régime.
Les REER Desjardins offerts dans les caisses sont émis et administrés par Fiducie Desjardins inc.



Desjardins L'incroyable force de la coopération.

ÉDITORIAL

Collégial : beaucoup de bruit...

La grogne qui monte chez certains enseignants de cégeps se produit, étrangement (!?), au moment où se termine la période des inscriptions pour l'automne.

C'est une stratégie parfaite pour semer la confusion dans la population et ébranler sa confiance dans le réseau d'éducation. Tant pis pour la vérité et au diable le sens des responsabilités !

En effet, le 1er mars est la date limite pour s'inscrire pour la prochaine session qui débute en août. Les craintes véhiculées par les syndicats affectent bien sûr les élèves qui entreront au collégial pour la première fois. Mais sont-ils réellement pris en souricière dans le nouveau programme ?...

Les enseignants qui ruent dans les brancards prétendent qu'ils disposent de trop peu de temps et d'informations pour préparer les nouveaux cours requis dans le cadre de la réforme des programmes des cégeps. Pourtant, il ne s'agit pas de lancer des cours tout à fait nouveaux : on se contente de reformuler le contenu des cours existants.

Même s'ils sont d'accord avec les objectifs de renforcer la formation collégiale et de redistribuer les cours obligatoires (plus de français et d'anglais, moins de philosophie et d'éducation physique), les professeurs réclament que le nouveau programme soit retardé d'un an.

L'histoire des cégeps québécois est jalonnée de réformes qui ne se sont jamais faites tant il était long et difficile d'arriver à un consensus. Aujourd'hui, la société toute entière soutient le projet de modernisation de la formation collégiale qu'a lancé la ministre Lucienne Robillard l'an dernier. Pourquoi retarderait-on une réforme que la Fédération des cégeps elle-même juge tout à fait réalisable, à l'intérieur des délais donnés ?

Le plan de la réforme est connu depuis près de un an. Sa mise en place se déroule selon les échéanciers prévus. Dans quelques semaines, les directions des cégeps réclameront ainsi un aperçu des plans des nouveaux cours qui débute à l'automne. Les professeurs n'en remettent généralement la version définitive qu'en août.

Mais, en mars, les institutions pourraient n'avoir besoin, par exemple, que du projet du premier cours de français, celui qui débute en août 1994... afin de planifier les charges de cours du personnel pour l'automne.

Ce ne sont pas tous les cégeps qui exigeront que les enseignants fournissent l'ensemble des plans pour tous les cours dispensés au cours des deux ou trois années de formation. Cela fait partie de la latitude pédagogique dont jouissent ces institutions d'enseignement.

Il y aura donc des cégeps qui disposeront de tous les documents pertinents dès le départ et d'autres où qui les recevront par étapes. Faut-il en conclure que les nouveaux cégepiens de la tournée d'automne 1994 seront de pauvres cobayes ?

Il est vrai que les changements commandés exigent un effort supplémentaire des enseignants. Mais la réforme s'est faite jusqu'ici dans le respect du corps professoral qui a participé, avec les spécialistes du ministère, à l'élaboration des nouveaux objectifs. En outre, réaffectés à de nouvelles tâches, ils garderont à peu près tous leur emploi.

C'est vraiment faire beaucoup de bruit...

MARIE CAOUETTE

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS II

Président et Éditeur:
GILBERT LACASSE

Éditeur adjoint et rédacteur en chef:
J.-JACQUES SAMSON

Directeur de l'information:
ANDRÉ FORGUES

GÉNOCIDE



Point de vue

Les sans-emploi exclus de la main-d'oeuvre ?

par NICOLE GALARNEAU

En dissociant les mesures d'employabilité et les politiques de main-d'oeuvre et de développement de l'emploi, le gouvernement du Québec consacre, dans ses structures même, la tendance actuelle à la marginalisation des plus démunis.

Dans la nouvelle répartition des responsabilités ministérielles annoncée le 11 janvier dernier par le premier ministre Daniel Johnson, la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre constate avec inquiétude que le fossé se creuse entre les programmes et les mesures destinés à la main-d'oeuvre en emploi et ceux qu'on réserve aux personnes sans emploi.

La Coalition voit dans leur rattachement à des ministères distincts, soit celui de l'Emploi et celui de la Sécurité du revenu, la consécration d'une tendance qui marque déjà fortement les politiques de main-d'oeuvre et qui conduit à une marginalisation accrue des plus démunis face au marché du travail.

En créant un ministère de

l'Emploi, le gouvernement semble exprimer une volonté politique d'y donner une priorité. Il réunit dans ce ministère les responsabilités de l'ancien ministère du Travail ainsi que celles du développement de la main-d'oeuvre, de la formation professionnelle, de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (SQDM), de la Commission de la santé et sécurité au travail (CSST), des normes minimales de travail, etc., c'est-à-dire tous les programmes et les mesures destinés aux entreprises et aux travailleurs en emploi.

Dans ce ministère, il n'y a pourtant pas de place pour les mesures dites d'employabilité, c'est-à-dire les mesures d'insertion sociale et professionnelle destinées aux personnes sans emploi, chômeurs et assistés sociaux, soit plus du quart de la population active du Québec.

Lors de la création de la SQDM, la Coalition avait déjà dénoncé le peu de place ménagée aux exclus du marché du travail et à ceux dont la situation d'emploi est précaire. Mise à l'écart des préoccupations et des

responsabilités du nouveau ministère de l'Emploi, cette population risque de voir ses besoins de formation et d'insertion professionnelle encore plus négligés et plus dépendants que jamais de négociations interministérielles aux résultats douteux.

Où donc les programmes d'employabilité ont-ils été relégués ? Les principaux programmes (PAIE, EXTRA, AP-PORT, etc.) sont demeurés au nouveau ministère de la Sécurité du revenu. Ayant perdu le pont administratif et politique qui les reliait aux responsabilités gouvernementales dans le domaine de l'emploi, tout porte à croire que ces programmes, déjà insatisfaisants, seront encore moins qu'hier des portes ouvertes sur le développement des compétences et l'insertion dans des emplois de qualité. Ils constitueront plutôt, de plus en plus, une façon « d'occuper » les personnes assistées sociales dans des activités instables, sans perspectives, sans protection, et non rémunérées.

La nouvelle répartition des responsabilités ministérielles ne témoigne pas d'un changement

de cap. Elle vient consacrer et renforcer une politique d'exclusion où les gens sans emploi ne sont pas considérés comme faisant partie de la main-d'oeuvre.

En conséquence, la Coalition demande au gouvernement québécois que les besoins des travailleurs en emploi et de ceux qui en sont exclus soient pris en compte et intégrés dans une politique cohérente de développement de l'emploi et de la main-d'oeuvre, sous la responsabilité unique du ministre de l'Emploi.

La Coalition est composée des principaux organismes communautaires nationaux dont les membres, au niveau local et régional, sont impliqués activement dans la promotion des droits sociaux, la formation, ainsi que l'insertion sociale et professionnelle des populations les plus vulnérables face à l'emploi.

Mme Nicole Galarneau est directrice générale du Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité. Elle intervient au nom de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre.

Témoignage

Des parents déçus

par MYRIAM BEAUMONT

(Lettre à Mme Marguerite Dorion, présidente de la Commission scolaire de Charlesbourg)

Vous souvenez-vous, madame, d'avoir été déçue, il y a un an environ, à la polyvalente de Charlesbourg ? Vous aviez invité une conférencière remarquable mais peu de gens avaient répondu à l'invitation. Vous aviez conclu que l'information n'avait pas été véhiculée assez clairement.

Il en fut de même récemment pour nous, résidents du secteur Bourg-Royal. En effet, une lettre du 10 janvier 1994, en provenance de l'école Bourg-Royal, nous convoquait à une réunion.

On devait nous informer et nous consulter sur les bassins d'alimentation de l'école. Accompagnant cette lettre quelques hypothèses de redécoupage du quartier dans lesquelles il n'était nullement question des rues Maxime, Estelle, Marie-France, Rachel, David, Éloïse, Émilien, Denis, Patrick et Pierre.

Comme la grande majorité des parents qui demeurent dans ces rues, je ne suis pas allée à cette réunion parce je ne me sentais pas impliquée par les hypothèses formulées.

Quel ne fut pas mon ébahissement de recevoir, le 27 janvier 1994, une autre lettre qui nous plaçait devant le fait ac-

compli. La modification du découpage scolaire touchait ces dix rues ! Cela s'est donc fait sans consultation des gens les plus concernés. Où est la démocratie ?

Qu'a-t-on fait de la pétition présentée par les parents à la réunion du Conseil des commissaires le 2 février 1994 ? Pourquoi ne pas avoir pris le temps d'en discuter ? Chose plus étonnante encore, des commissaires ne semblaient pas connaître le dossier et ses conséquences sur nos enfants !

Quelle était l'urgence de voter le soir même sur un dossier qui traîne depuis des années ?

Ce soir-là, comme la plupart des parents présents, je n'ai pas eu l'impression que la décision avait été prise en toute équité. La transparence n'était pas au rendez-vous ! Cette décision divise un quartier en deux : c'est aberrant !

Ce sont les enfants qui en souffriront. Ils n'auront plus cet intérêt et ce sentiment d'appartenance pour l'école.

En terminant, je me sens comme vous, il y a un an environ à la polyvalente de Charlesbourg. Je suis déçue et blessée par ce manque de considération et d'information.

Mme Myriam Beaumont est de Charlesbourg.

Votre Opinion

«Scoop» trop violent

(Lettre à M. Anthony Manera, PDG, Société Radio-Canada)

Après avoir visionné à deux reprises le téléroman « Scoop », je tiens à vous faire part que je suis en désaccord avec les valeurs humaines qui sont véhiculées dans ce téléroman.

Quand la télévision d'État nous présente des émissions remplies de violence, d'hypocrisie, d'homosexualité, de prostitution, de drogue, de délinquance, le tout arrosé d'un langage acerbe, il n'est pas étonnant de se retrouver dans une société où les jeunes et les moins jeunes se suicident et s'entretuent.

Le public écoute ce genre d'émissions, me direz-vous. À défaut de connaître le bon vin, on aime la piquette et on pense qu'il n'y a rien de mieux. A un peuple ignorant, on peut présenter de la piquette et ce, avec l'argent de ses propres impôts.

Je déplore le fait qu'une société d'État, dont le rôle est de voir au développement intellectuel des personnes et à leur épanouissement, encourage de tels auteurs. Il faut avoir peu d'estime de soi et de ses semblables pour écrire de tels scénarios ; enfin, il faut être malade jusqu'au plus profond de son être.

La violence rôde sans cesse autour de nous et peut rendre aveugle au point de l'ignorer et de penser que c'est un climat normal car, petit à petit, elle fait

son chemin et tue.

Madeleine Nolet
Sainte-Foy

Victimes de cruauté

Une fois encore, notre ministère de l'Immigration du Canada fait preuve d'un manque éhonté de sensibilité et de logique en choisissant d'expulser du pays Craciun et Marianna Maraloi et leurs deux enfants. Cette famille de réfugiés roumains, arrivée au pays depuis maintenant trois ans, s'est parfaitement intégrée à notre communauté en apprenant la langue française, en y travaillant pour s'y tailler une place, mais elle se heurte maintenant à des bureaucrates manquant visiblement de cœur.

Les Maraloi ont amplement démontré qu'ils ne sont pas au Canada pour parasiter la société mais bien plutôt pour y vivre en citoyens respectueux de nos us et coutumes. Je proteste donc énergiquement contre cette décision illogique et cruelle. Souhaitons seulement ne jamais nous retrouver dans leur situation dans l'avenir...

François Gravel
Rivière-du-Loup

Chambres en ville

(Lettre à Mme Sylvie Payette, auteur du téléroman « Chambres en ville »)

Il m'a été donné la chance dernièrement d'écouter une de vos émissions (celle où l'on discutait des revues pornographi-

ques) avec ma fille Geneviève âgée de 18 ans. Elle a toujours suivi régulièrement chacun des épisodes, reportant même un rendez-vous pour ne rien manquer. À noter le fait rare que nous n'avons pas de vidéo à la maison, par choix...

Durant les pauses commerciales, je m'amusais à lui poser des questions sur les personnages, les couples, leur vie, leurs ambitions. Conclusion, j'en suis à me demander moi-même ce que ce téléroman colporte comme valeurs.

Au point de départ, Mme Payette, aviez-vous l'intention de décrire une catégorie d'étudiants de cégep ou si vous désiriez faire accroître au monde qu'ils sont tous comme ça ?

Les jeunes nous disent : « C'était facile dans votre temps, tu faisais une maîtresse d'école, une secrétaire ou une coiffeuse... » Ce à quoi j'ai envie de répondre : « Est-ce parce que vous pouvez tout faire que vous sentez obligés de ne rien faire ? »

Vous savez, Mme Payette, j'admire votre métier ; vous pouvez exprimer tout haut ce que les autres pensent tout bas. Mais j'espère simplement que les cotes d'écoute actuelles ne vous feront pas tomber dans la facilité.

Loraine Gilbert-Miclette
Les Saules

Le plus beau coin...

Sommes-nous perdus ? Voilà

une question que l'on nous pose parfois dans la basse-ville, aux alentours des restos « nouveaux riches » et des jolies boutiques dispendieuses ; pardon, je n'ai point dit « haut de gamme ».

Un touriste m'a demandé cyniquement si le Vieux-Port est dans le quartier Petit-Champplain ou place Royale ou encore dans le Vieux-Québec. Peut-être que le Vieux-Port n'est que mythe ou souvenir du passé, je ne sais plus... j'avoue que j'étais embarrassé de ne pouvoir les informer sur le nom du site qu'ils admiraient.

Pourtant je suis certain d'une chose : les nouveaux résidents de cette section de la basse-ville n'aiment pas se faire dire qu'ils habitent dans la basse-ville. Nombreux prétendent habiter un voisinage économiquement riche.

Tant mieux si c'est le cas. Pourtant n'y retrouvons-nous pas un HLM dans la rue Saint-Paul, une coop d'habitations, des dizaines de logements à prix modiques, un refuge pour sans-abri (des repas gratuits y sont servis chaque jour pour les affamés), etc.

Désolé, selon moi, le plus beau coin de la basse-ville est loin d'être un « ghetto riche ». C'est plutôt un « fourre-tout » et l'ensemble de la communauté a accès aux services dispensés au CLSC de la basse-ville.

Raymond Gariépy
Québec

Placement

SÉCURIBOURSE

Tout le potentiel de la bourse... sans les risques!



Faites-en votre REER!

Votre rendement est basé sur un indice boursier
et votre capital demeure garanti à 100%!
Selon le terme que vous choisirez, vous pouvez obtenir
jusqu'à 200% du rendement moyen!

1 an : 100% 3 ans : 150% 5 ans : 200%

C'est blindé!

Info : 1 800 463-REER (7337)



**BANQUE
NATIONALE**

Notre banque nationale



**TRUST
GÉNÉRAL**

Offert jusqu'au 23 mars 1994 ou jusqu'à épuisement du montant réservé par la Banque pour ce type de dépôt.

Le placement SécuriBourse est un dépôt émis par la Banque Nationale du Canada,
dont l'intérêt est calculé en fonction de la performance d'un indice boursier. Il est possible que l'intérêt payable à terme soit nul.

Pour un temps limité, la Maxima sera rebaptisée Minima.



Maxima GXE 1994

PRIX SPÉCIAL À PARTIR DE

23 990 \$*

Comme elle offre un maximum de luxe, de confort et de performance, il paraît normal que Nissan l'ait baptisée Maxima.

Mais avec un tel prix, même s'il est offert pour un temps limité, votre très sympathique concessionnaire Nissan a pris l'initiative de la rebaptiser, au nom d'un rabais sans précédent.

Si vous la comparez à d'autres voitures de sa catégorie, il paraît normal que vous profitiez de l'événement. Car il ne s'agit pas d'un baptême ordinaire.

5,8 % Financement garanti
pour 48 mois**

CARACTÉRISTIQUES	MAXIMA GXE 1994	ACCORD EX-R 1994	CAMRY LE V6 1994
Moteur V6	Standard	4 cylindres	Standard
Coussin gonflable, côté conducteur	Standard	Standard	Standard
Entrée sans clé à code numérique	Standard	Option	N/A
Dispositif antivol	Standard	N/A	N/A
Climatiseur avec contrôle automatique de la température	Standard	N/A	N/A
GARANTIE			
Garantie intégrale du véhicule pendant 3 ans	80 000 km	60 000 km	60 000 km
Garantie sur les principaux composants	6 ans/ 100 000 km	5 ans/ 100 000 km	5 ans/ 100 000 km
Assistance-dépannage 24 heures sur 24	STANDARD	EN OPTION	NON
Service de planification de voyages pour 3 ans	STANDARD	EN OPTION	NON

très
Votre sympathique
concessionnaire



Les gens avisés lisent toujours les petits caractères et bouclent leur ceinture de sécurité.

*Prix spécial pour la Maxima GXE 1994, modèle de base avec transmission automatique. Taxes, transport et préparation en sus.

**Sujet à l'approbation du crédit par NCFI. Pour tous les détails, voyez votre concessionnaire Nissan participant ou composez le 1 800 387-0122 (entre 8 h et 19 h HE).